

Encadrement de la contribution prévue par le décret n°2022-1249 du 21 septembre 2022 relatif au déploiement d'infrastructures collectives de recharge relevant du réseau public de distribution dans les immeubles collectifs et sur la régulation incitative du délai de raccordement de ces infrastructures

Date de la contribution : 03/03/2023

Introduction

L'AFOR est l'Association Française des Opérateurs de Recharge. Elles regroupent les principaux opérateurs de recharge intervenant en copropriété.

Détermination de la puissance demandée du branchement individuel

Question 1 : Avez-vous des observations sur les modalités de détermination de la puissance demandée ?

La détermination de la puissance demandée est cohérente avec ce qui est proposé par les GRD en général pour les branchements individuels. Nous n'avons donc pas d'observations particulières.

Question 2 : Considérez-vous opportun de demander aux gestionnaires de réseaux de mettre en place un nouveau palier technique d'une puissance inférieure à 9 kVA ?

Un nouveau palier technique d'une puissance inférieure à 9 kVA engendrerait des coûts et des délais de mise en œuvre disproportionnés par rapport au gain. Ces coûts supplémentaires seraient in fine répercutés à tous les consommateurs via le TURPE.

Définition de la puissance de raccordement de l'infrastructure collective

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition d'Enedis de retenir un coefficient de foisonnement de 0,4 entre véhicules électriques ? Comment considérez-vous l'application de coefficients décroissants en fonction du nombre d'emplacements ?

Le coefficient de foisonnement de 0,4 est ce que nous observons en pratique sur nos infrastructures et semble donc approprié.
Nous n'avons pas suffisamment de données pour nous prononcer sur un coefficient de foisonnement décroissant.

Définition des seuils plancher et plafond de la quote part

Question 4 : Etes-vous favorable à la méthode de détermination des seuils plancher et plafond proposée à ce stade par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable à la fixation d'un plafond unique ou considérez-vous opportun de dissocier les seuils plafond en fonction de la nature du parking (intérieur ou extérieur), quitte à adopter des méthodes de fixation différentes ?

La réponse est confidentielle

Question 5 : Que pensez-vous des niveaux indicatifs des seuils obtenus ? Lequel des deux scénarios envisagés vous paraît le plus adapté ?

Les coûts pour les parkings extérieurs sont sous-estimés. D'une part, les travaux de VRD (terrassement,...) impliquent des coûts fixes qui seront moins amortis sur les petits parkings. D'autre part, certains grands parkings ont des configurations complexes qui augmentent les coûts. Nous estimons ainsi que les prix de référence pour les parkings extérieurs sont faibles notamment pour les petites parkings (Pracc <120kVA).

Le scénario 2 paraît le plus adapté car répond davantage à la problématique des parkings extérieurs. Toutefois, le fait que 15% des parkings les plus chers financent les 21% les moins chers paraît sous-estimé du fait des coûts des parkings extérieurs qui peuvent être très élevés comme évoqué précédemment.

Les deux remarques précédentes indiquent donc que les planchers et plafonds nécessitent d'être augmentés.

Question 6 : Que pensez-vous de la majoration de ces seuils pour prendre en compte les écarts de coûts entre Enedis et les autres GRD ?

Il est nécessaire d'avoir des seuils communs aux GRD pour que les coûts soient identiques sur tout le territoire national et ainsi assurer une équité entre les usagers au niveau national

Question 7 : Etes-vous favorable au traitement des travaux annexes en présence d'amiante proposé par la CRE ?

Nous sommes favorables.

Évolution future des seuils plancher et plafond

Question 8 : Partagez-vous la nécessité d'un suivi régulier et spécifique des colonnes horizontales déployées par les gestionnaires de réseaux ?

Nous sommes favorables. Il faudrait également que ces données soient rendues publiques afin que les clients puissent connaître les coûts moyens réellement observés.

Ce suivi régulier sera nécessaire et à minima avant la prochaine révision du TURPE, pour ajuster éventuellement les seuils et éviter un déséquilibre de la TURPE par le préfinancement.

Introduction d'indemnités en cas de retard sur les délais de raccordement

Question 9 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire des indemnités similaires à celles prévues pour la solution préfinancée pour les autres solutions de raccordement des IRVE au sein d'immeubles collectifs à usage principal d'habitation ?

La réponse est confidentielle

Remarques générales

Question 10 : Avez-vous d'autres remarques sur les principes présentés dans cette consultation publique ?

La réponse est confidentielle